



Communiqué de presse

123/21

Montreuil, le 23 novembre 2021.

Ni les violences ni la répression ne sont les réponses attendues par les populations de Guadeloupe et de Martinique

La crise sanitaire que nous traversons, quel que soit le territoire, a mis en lumière les défaillances profondes de notre système public de santé. Ces défaillances sont encore plus abyssales dans les départements d'Outre-mer. Depuis des décennies, les saignées faites au système de santé publique l'ont rendu exsangue et aujourd'hui, nombreux sont ceux qui feignent l'étonnement.

La Fédération Santé et Action Sociale CGT apporte tout son soutien aux actions militantes de la CGT-Guadeloupe et CGT-Martinique, ainsi qu'à leurs militantes et militants. Elle exhorte le gouvernement à ouvrir un réel et rapide dialogue avec les organisations syndicales pour répondre aux revendications qui s'expriment dans cette crise sanitaire et sociale.

Des solutions urgentes doivent être accordées par l'écoute et le dialogue afin de ne pas se démunir des personnels non vaccinés, dont la présence est plus que jamais vitale face au contexte épidémique que nous connaissons.

L'obligation vaccinale a pu être reportée à la Martinique, un délai supplémentaire accordé en Guadeloupe pourrait également être accueilli comme un premier signe d'ouverture de ce dialogue tant attendu.

Les autres sujets sociaux doivent dans la foulée, par la négociation avec le gouvernement, apporter des réponses concrètes et immédiates aux réalités que vivent les populations d'Outre-mer.

La Fédération Santé et Action Sociale CGT condamne toutes les formes de violences en marge des actions syndicales et apporte son total soutien à La CGT-Guadeloupe ainsi qu'à la CGT-Martinique en grève générale et leur souhaite la pleine satisfaction de leur légitimes revendications.